

L'Alco veut préserver son indépendance

25 Juin 2015 06:00

Par [Véronique Poujol](#)



Thierry Grosjean ne veut pas révolutionner l'Alco, mais il impose déjà ses marques pour la moderniser.

Le changement de président, de génération et de culture à l'Association luxembourgeoise des compliance officers vient de se traduire dans ses statuts et son nom.

L'Association luxembourgeoise des compliance officers du secteur financier (Alco) a tenu une assemblée générale extraordinaire jeudi soir pour valider ses nouveaux statuts quelques semaines après le [changement à la tête de sa présidence](#), Jean-Noël Lequeue ayant cédé en avril dernier le flambeau à Thierry Grosjean.

«Je ne vais pas révolutionner l'Alco», a expliqué son nouveau président. S'il n'y a pas de révolution à attendre, en revanche Thierry Grosjean a donné un coup de neuf dans une association qui a 15 ans et dont les statuts n'étaient plus vraiment adaptés à l'évolution de la fonction compliance.

La modernisation a commencé par le changement, presque imperceptible, de nom: jeudi, les membres ont décidé à l'unanimité de biffer la référence au secteur financier. L'asbl s'appellera l'Alco tout court. Le but de l'exercice est de permettre à des opérateurs non issus du secteur financier, comme les compliance officers des cabinets d'avocats par exemple, de siéger au conseil d'administration de l'association et d'en être membres à part entière.

Rester vigilant

Les jeunes dirigeants de l'Alco se montrent par ailleurs extrêmement sensibles à l'indépendance du conseil d'administration par rapport à des fournisseurs en tout genre, des consultants et autres vendeurs de produits, à l'influence grandissante. «Il s'agit d'éviter que certaines personnes puissent piloter notre association et de rester vigilant sur les conflits d'intérêts», indique son secrétaire Charles van Doorslaer.

L'assemblée générale extraordinaire fut suivie d'une conférence de la professeur de droit à la faculté de Droit, d'Économie et de Finance à l'Uni.lu, Isabelle Reassetto, consacrée à la protection du client sous la directive Mifid II qui doit entrer en vigueur le 3 janvier 2017 et qui va conduire, selon elle, à une reconfiguration de la physionomie de l'industrie du conseil en investissement et de gestion de portefeuille.